



ASIE/PAKISTAN - L'Ambassadeur Sherry Rehman accusée elle aussi de blasphème après avoir défendu Asia Bibi

Lahore (Agence Fides) – Sherry Rehman, parlementaire musulmane du Pakistan People's Party et actuel Ambassadeur du Pakistan aux Etats-Unis sera jugée pour blasphème. C'est ce que vient de décider la Cour Suprême au travers d'une décision qui rouvre le débat à propos de la loi sur le blasphème au Pakistan. Mme Rehman a en effet fait l'objet d'une plainte en février 2011 de la part de Faheem Akhtar Gull, un commerçant de Multan qui l'accusait d'avoir commis un blasphème durant une émission télévisée sur Dunya TV. Au cours de ce débat télévisé, Mme Rehman avait pris la défense d'Asia Bibi et avait expliqué sa proposition, présentée au Parlement pakistanais, visant à réviser la loi sur le blasphème afin de prévenir les utilisations abusives qui en sont faites. Mais, après les polémiques ayant suivi les assassinats de Salman Taseer et de Shahbaz Bhatti, Mme Rehman, en danger de mort, avait retiré cette proposition. La police de Multan l'avait innocentée, un tribunal de Lahore ayant rejeté la plainte d'Akhtar Gull. L'affaire semblait donc classée. En revanche, dans le cadre d'un recours présenté à la Cour Suprême, les juges ont déclaré la plainte recevable. Le collège des juges Anwar Zaheer Jamali et Ejaz Afzal Khan a accueilli le recours, contraignant le Chef de la Police de Multan, Amir Zulifqar, à enregistrer officiellement le cas de blasphème au travers d'un First Information Report. Le cas est régi par l'article 295c du Code Pénal pakistanais qui punit de mort ou d'une peine de réclusion à perpétuité l'outrage au prophète Mahomet. Mme Rehman sera donc jugée.

Des sources de Fides remarquent que les extrémistes entendent faire passer l'idée selon laquelle serait qualifié de « blasphémateur », et donc inculpable, quiconque s'oppose ou met en cause la loi sur le blasphème. Avant d'occuper ses actuelles fonctions diplomatiques, Sherry Rehman présidait le Jinnah Institute de Karachi, institut de recherche formé par des intellectuels musulmans libéraux, promouvant les droits humains et la légalité et portant le nom du fondateur du Pakistan, Ali Jinnah. Dans un rapport envoyé à Fides et publié voici un an, l'Institut en question notait qu'Asia Bibi avait été jugée par un tribunal « objet de pressions évidentes de la part d'extrémistes islamiques » et « dans un but de vengeance personnelle ». En outre, il mettait en évidence une irrégularité processuelle évidente. Au cours de l'enquête et des interrogatoires préliminaires menés par la police après le dépôt de la plainte, en effet, Asia Bibi n'avait pas reçu l'assistance d'un avocat, ce qui pourrait invalider l'ensemble du procès. Le Jinnah Institute indique que, depuis son début, le parcours judiciaire d'Asia Bibi a été parsemé d'irrégularités et d'instrumentalisations (voir Fides 15/09/2011). Un autre rapport de l'institut intitulé « A Question of Faith » (voir Fides 06/06/2011) remarque l'augmentation constante de la violence contre les minorités religieuses au Pakistan, affirmant que les chrétiens « sont les premières victimes des persécutions ». Une question, indique le texte, que le gouvernement doit affronter afin de garantir la liberté, la démocratie et l'Etat de droit dans le pays. (PA) (Agence Fides 19/01/2013)